

Camille Chamoun

tant le narrateur de *À la recherche du temps perdu*. Il était né en 1888 à Laguiole, dans l'Aveyron. « Mes parents étaient pauvres, écrivait-il au soir de sa vie, mais, comme tous mes compatriotes, durs à la tâche. Ils m'ont inculqué, à défaut de savoir, la religion du travail. »

Son fils unique, Roger, né à Paris en 1913, hérita tout naturellement de cette religion et de la brasserie qui en était le fruit. Après de solides études à l'école Bossuet puis au lycée Louis-le-Grand qui lui donnèrent ce savoir que regrettait tant son père, il fut progressivement associé à l'affaire familiale, dont il assura seul la responsabilité à partir de 1965.

Vingt-sept années durant, dans un immeuble complet gris, Roger Cazes tint ferme la barre de ce vaisseau biscornu, de cet étrange paquebot de céramique et de moleskine où se pressait, et se presse encore, non pas le tout-Paris, gibier déplumé bon pour Régine ou pour Castel, mais tout Paris. Pour le plaisir d'être admis, bien sûr, alors que tant d'autres,

au nom de critères dont Roger Cazes était le seul à détenir la clé, se voyaient impitoyablement refoulés. Pour le plaisir, ensuite, de constater que le cervelas, sur la carte et dans l'assiette, est bien toujours le cervelas, et le gigot le gigot. Pour le plaisir, enfin et surtout, de se retrouver en pays de connaissance, et accessoirement de connaissances. Quand on avait réussi une fois, une bonne fois, à fléchir l'œil rogue et la moustache bourru de « Monsieur Roger », comme l'appelaient son personnel qui lui vouait une indéfectible affection, on devenait bien mieux qu'un client, bien mieux qu'un habitué ou qu'un fidèle, on accédait à la condition infiniment et indéfiniment délectable de familier.

Après les générations Cazes, voici que se profilent aujourd'hui, encore incertaines, là où les générations Perrochon, du nom de la nièce par alliance de Roger Cazes, qui s'efforce d'assurer au mieux une succession difficile comme l'a toujours été celle des grands empires. Car c'est un grand empire, en vérité, que cette petite brasserie du VI^e arrondisse-

ment, un empire aussi improbable que l'a été en son temps l'empire austro-hongrois : une sorte d'empyrée non pas snob mais sélect, où l'on décerne chaque année depuis 1934 un prix littéraire des plus estimables et où se côtoient, dans une discrétion réciproque et dans une égale décontraction, de la politique beaucoup, de l'édition pas mal et du show-biz un peu. Les enfants des écoles, s'il existe encore des écoles et des enfants dans le triste siècle qui s'annonce, apprendront que Giscard y a dîné avec Pompidou, Georges Lambrichs avec Jean Follain, et Mourousi avec Manouche. Il faut simplement regretter que le père tout trouvé de ce nouveau « Procope », Diderot, dont la statue trônait sur le terre-plein face à la brasserie, se soit vu expatrié – par une faute de Marcellin Cazes que n'aura pas su racheter son fils Roger – au débouché de la rue des Ciseaux où, malgré les pigeons qui l'honorent, il s'ennuie lugubrement.

Jacques BERSANI

Camille CHAMOUN
1900-1987

Camille Chamoun était né avec le siècle dans une famille politique. À seize ans, il suit son père en Anatolie où viennent de le déporter les autorités ottomanes. Revenu au Liban, Chamoun poursuit des études de droit. Loin de se consacrer au seul barreau, il se lance dans la politique. Il écrit au *Réveil*, est élu en 1929 député du Mont-Liban. Ministre en 1938, il est en 1943 membre du premier gouvernement du Liban indépendant avant de passer quelques années comme diplomate à Londres et aux Nations unies. Très séduisant, Camille Chamoun se distinguait par une plume mordante et, surtout, par un appétit politique jamais rassasié. C'est en 1947 que les Libanais prennent la mesure du politicien habile et ambitieux. Il est en effet ministre de l'Intérieur d'un gouvernement qui intervient lourdement dans les législatives de cette année-là. Mais, quand le président Béchara al-Khoury pense se représenter plutôt que de faire de lui son successeur, Chamoun démissionne avec fracas et se lance dans une campagne virulente contre son protecteur. Quatre ans plus tard, il est porté à la présidence de la République par une opposition qu'il a su rallier à temps et dominer. Les choix politiques de Chamoun avaient été jusqu'ici marqués par un arabisme bon teint. Il se vante volontiers des services rendus par lui à la cause palestinienne. Mais son discours n'est déjà qu'à moitié crédible. Le Premier ministre, Riad as-Sulh, qu'il avait attaqué, se demandera : « Le matin chez M^{sr} Moubarak (un évêque maronite connu pour ses idées extrémistes) et le soir chez le Mufti de Palestine, où est le vrai Chamoun ? » La question ne cessera plus d'être posée. Son non reste associé à plusieurs projets de développement, à une modernisation législative et à une ère de prospérité économique. Sa soif de pouvoir l'amène cependant à interférer

dans le déroulement des élections législatives de 1957 et à briguer un nouveau mandat (qui eût été inconstitutionnel sans un amendement préalable de la loi fondamentale). La presse de l'opposition monte en épingle la fortune qu'il a su amasser. La fin de son mandat est de ce fait assombrie par une tension politique interne qui se transforme, au printemps de 1958, en de véritables combats de rue.

Son cas est aggravé par son alignement déterminé sur les positions occidentales alors que le nationalisme arabe, dirigé du Caire par Nasser, atteint son apogée. Camille Chamoun souscrit à la doctrine Eisenhower de 1957 (possibilité d'intervention armée américaine en vue d'aider un régime pro-occidental en difficulté). Menacé par l'opposition, il appelle les États-Unis au secours, et les marines débarquent à Beyrouth. Mais, si Washington le soutient jusqu'à la fin de son mandat constitutionnel, elle exige aussi son remplacement au terme de ce mandat.

Camille Chamoun ne s'avoue pourtant pas vaincu. En 1960, il est de nouveau député. Battu en 1964, il est réélu en 1968 et en 1972 (la guerre a empêché depuis l'organisation de nouvelles élections). En 1970 et en 1982, il brigue à nouveau mais sans succès la présidence de la République. En 1968, il est à la tête d'une coalition à forte couleur confessionnelle chrétienne qui remporte les élections législatives. 1968 marque aussi le début d'une série d'attentats auxquels il échappe par miracle.

Dans la guerre qui éclate en 1975, Chamoun est de toutes les batailles. Son parti, le Parti national libéral, créé en 1959, se dote rapidement d'une milice armée, les Tigres. Ses hommes déclenchent la fameuse bataille autour du camp palestinien de Tall az-Za'tar pendant l'été de 1976. Il accepte l'entrée de l'armée syrienne à Beyrouth, pour être assez vite à la tête de ceux qui exigent son retrait. Il est des premiers à avoir envisagé l'option israélienne pour faire contrepoids à la Syrie et à s'y engager. Chamoun se distingue aussi par son appui constant à l'armée du Sud-Liban,

créée par Israël, et dont un de ses partisans prendra bientôt la tête. Il est d'ailleurs le chef incontesté du Front libanais qui regroupe les chefs des milices chrétiennes depuis 1976. Son alliance avec Pierre Gemayel demeure le pivot de ce Front, même lorsque le fils de Pierre, Bachir, devenu chef de la milice phalangiste, réussit en 1980 à neutraliser dans le sang celle du parti chamouniste.

Si ses détracteurs l'accusent souvent d'avoir œuvré en secret pour la partition du pays, c'est que ses positions sur cette question ont manqué de clarté. Il est resté publiquement attaché à l'unité du pays et s'est acquitté de ses fonctions de ministre des Finances jusqu'au dernier jour de sa vie. On pouvait cependant déceler son redoutable sens de la manœuvre à plusieurs tournants de la guerre : en 1978, lorsque la milice chrétienne a décidé d'expulser l'armée syrienne de Beyrouth-Est ; en 1981, lors de la bataille de Zahlé qui a amené la Syrie et Israël au bord de la guerre ; ou encore en janvier 1986 lorsqu'il a fallu repudier l'accord tripartite qu'Élie Hobeika avait signé avec les milices druze et chiite sous les auspices de la Syrie. À chacun de ces moments, Chamoun réussissait à communiquer son intransigeance à de jeunes dirigeants de milice qu'il paraissait savoir habilement manipuler.

Contrairement à la majorité des dirigeants libanais, Chamoun était resté au fait de la situation internationale. Il a écrit, d'ordinaire en français, sa part de vérité sur les événements qui ont secoué son pays. *Crise au Moyen-Orient* (1963) relate les événements qui ont précédé et causé les troubles de 1958. *Crise au Liban* (1977) est un journal des deux premières années de la guerre actuelle. *Mémoires et souvenirs* est un ouvrage plus personnel. Chamoun a laissé deux fils qui, dans une tradition à présent contestée, essaient de maintenir l'héritage de celui qui, pendant près d'un demi-siècle, aura fortement marqué l'évolution du Liban.

Ghassan SALAMÉ

Henri COCHET
1901-1987

Né le 14 décembre 1901 au Tennis-Club de Lyon dont son père était directeur-gérant, c'est sans la moindre leçon qu'Henri Cochet va forger jusqu'à treize ans, avec sa sœur pour partenaire, les rudiments de son jeu. Sa trajectoire commence en septembre 1919, voire

durant ce chaud après-midi de mai 1920 où il gagne un set (13-11) contre Georges Cozon, quarante-neuf ans, le président du T.-C. Lyon ! En février 1921 déjà, il « monte » à Paris et remporte à la surprise générale, par sept jeux à cinq au cinquième set, le critérium de France (sur bois) ; cette victoire sur Jean Borotra, il la renouvelle, avec le même score, lors du critérium sur terre battue ; voilà Cochet cinquième joueur français. C'est à la fin de 1922 qu'il deviendra le premier joueur français,

après avoir remporté à Bruxelles trois titres « mondiaux » sur terre battue ainsi que le championnat national (malgré Gobert et Samazeuilh).

Les années 1923-1925 seront pour Cochet une époque de transition, malgré une double médaille d'argent remportée aux jeux Olympiques de Paris de 1924. Le magasin d'articles de sport lancé à Lyon l'accapare. Son ascension vers les sommets s'amorce en 1926. Vainqueur du double de Wimbledon, avec Jacques Bru-